Le budget—M. Loiseau (Chambly)

sente, Chambly, constitue une bonne partie de la région de la Rive sud de Montréal. Or, cette région connaît actuellement des problèmes énormes en matière de transport en commun, pour ne pas dire que celui-ci est pratiquement inexistant pour le moment. Il s'est produit récemment un regroupement de l'administration des transports en commun des principales villes de la région dans le cadre de la nouvelle Commission de Transport de la Rive sud de Montréal. Celle-ci a déjà reçu la pleine collaboration du ministère des Transports du Québec et a entrepris énergiquement de remettre en ordre le système et de mettre sur pied un système plus vaste et plus complet, permettant d'assurer aux citoyens de la Rive sud un service raisonnable.

Cependant, la mise en œuvre du nouveau système n'en est qu'à ses premiers balbutiements, et elle devra y rester tant et aussi longtemps que les éléments de la nouvelle politique nationale des transports à ce sujet n'auront pas été rendus publics et opératoires. Je suis conscient que le ministère des Transports du Canada est à préparer une politique complète et extensive dans ce domaine.

Je me permettrai de rappeler à mes collègues les grandes lignes du programme électoral du gouvernement au chapitre des transports urbains et de banlieue. Ce programme prévoyait, entre autres, de financer à 100 p. 100 les déficits de services de transport de banlieue par train rapide, de défrayer 50 p. 100 du coût de construction des gares de tels réseaux, ainsi que de payer 25 p. 100 du déficit des services de transport en commun urbains amenant les voyageurs au réseau de banlieue. J'attends donc avec impatience l'annonce officielle par le ministre des Transports des détails et modalités d'application de ces mesures promises, et j'exhorte le ministre des Finances ainsi que le gouvernement tout entier à demander de toute urgence au Parlement de voter les crédits nécessaires à leur entière et rapide application. A titre de candidat libéral aux dernières élections, j'ai fait entièrement mien ce programme, et avec tous mes collègues je ferai l'impossible pour veiller à sa réalisation.

Le présent budget fait état du désir d'Ottawa de freiner les dépenses dans un secteur, notamment aux chapitres de l'assurance-santé et de l'assurance-hospitalisation. Il est en effet souhaitable que ces systèmes soient ramenés à des taux de croissance plus raisonnables et grèvent moins lourdement le budget fédéral. Il faut toutefois noter que c'est le gouvernement fédéral lui-même qui a entraîné les provinces de gré ou de force dans ces programmes à frais partagés, pour lesquels elles ne manifestaient pas toutes un enthousiasme éclatant. Il est heureux sur ce plan que le gouvernement se soit ménagé une période de cinq ans pour reprendre si nécessaire les négociations avec tous ses partenaires provinciaux, afin que de nouveaux arrangements soient établis selon un véritable consensus.

Pour ce qui est de l'assurance-maladie, on notera toutefois que les restrictions imprimées dans le présent budget demeurent très modestes. Et je suis certain qu'avec le doigté du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) celui-ci pourra, lors du dialogue qu'il entreprendra avec les provinces à ce sujet, en arriver à une solution où les provinces n'auront pas à supporter un fardeau plus lourd, mais en arrivera à une solution qui permettra aux parties concernées d'en arriver à des méthodes qui réduiront la croissance des coûts tout en augmentant la qualité exceptionnelle des services rendus aux Canadiens.

En dernier lieu, monsieur le président, la seule mesure qui me laisse perplexe est le changement apporté à la loi

[M. Loiseau (Chambly).]

sur l'assurance-chômage, de façon à exclure les personnes de 65 ans ou plus du régime d'assurance-chômage. Je suis assuré que cette mesure sera accompagnée d'une autre qui permettra d'améliorer la qualité de l'existence de ceux à qui nous devons ce qu'est le Canada d'aujourd'hui. Les personnes de 65 ans qui désirent demeurer sur le marché du travail ne le font sûrement pas pour leur plaisir mais bien plutôt parce qu'elles en ont besoin.

En terminant, je voudrais rappeler, monsieur le président, que la circonscription de Chambly, que je représente, est une circonscription qui, si elle se développe merveilleusement bien sur le plan industriel, a besoin d'efforts importants de la part du ministre de l'Environnement (M^{me} Sauvé) et du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Buchanan). Lors du dernier budget on voyait une réduction d'environ 51 millions de dollars effectuée au budget du ministre de l'Environnement, et j'espère que ces réductions ne s'appliqueront pas à la réalisation de travaux déjà planifiés et que, pour le moins, le gouvernement fédéral puisse signer à très brève échéance l'entente sur le tourisme, entente dont ma région doit retirer environ 12 millions de dollars pour des aménagements touristiques et l'amélioration de l'environnement. Je souhaite donc que cette entente puisse être signée le plus rapidement possible, pour que dès cet automne ou au plus tard le printemps prochain, on procède à la réalisation de ces travaux.

[Traduction]

M. Andy Hogan (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, malgré tous les défenseurs du budget qui siègent en face, pour les pontifes de l'information au Canada, il s'agit d'un budget immobiliste. Comme quelqu'un l'a dit, c'est comme celui qui va à la pêche non pas pour pêcher, mais simplement pour rester assis à ne rien faire. Pour être charitable on pourrait dire qu'il s'agit d'un budget neutre, un budget qui mettra encore 100,000 à 150,000 Canadiens au chômage cet hiver quand il y a déjà près de 700,000 chômeurs. Il serait plus réaliste de parler d'un budget médiocre. En fait, c'est même pire. Au lieu de stabiliser l'économie comme les budgets doivent généralement le faire, celui-ci nous garantit pour l'année prochaine des prix très élevés et un taux de chômage également très élevé.

Il est très facile de comprendre pourquoi M. Peter Brimelow a écrit dans le *Financial Post* que ce budget avait été bien accueilli rue Bay à Toronto. Pas étonnant que le leader parlementaire de notre parti dise après avoir écouté l'exposé budgétaire que sur l'instigation du ministre des Finances (M. Turner) et du premier ministre (M. Trudeau) le cabinet libéral allait donner 350 millions de dollars aux québécois en Cadillac et rien du tout au public canadien. On peut facilement comprendre pourquoi le chef de l'opposition (M. Stanfield) a qualifié ce budget de cynique.

Les mesures budgétaires les plus remarquées et les plus critiquées, à juste titre d'ailleurs, ont été les hausses du prix du gaz et du pétrole. La hausse de 15c. du prix de l'essence porte un rude coup aux Canadiens moyens. Examinons également ses répercussions sur les provinces les plus pauvres du pays, les provinces de l'Atlantique. Prenons ma province, la Nouvelle-Écosse. Nous savons tous que les hausses du prix du pétrole ont des conséquences graves dans tout le pays. Elles entraînent une augmentation du prix de l'essence, du prix de nombreux produits manufacturés et du coût du chauffage des maisons.

Dans ma province, l'électricité nous coûtera beaucoup plus cher puisque ce sont des centrales thermo-